

Relations Azerbaïdjan-OSCE



Le Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, **Dunja Mijatovic**, a exprimé sa profonde préoccupation au sujet des modifications proposées au Code pénal azerbaïdjanais qui permettront de conserver la diffamation comme une infraction pénale et d'étendre sa portée aux médias en ligne.

"Le Plan d'action national sur les droits de l'homme qui a été décrété par le Président Aliiev en 2011, prévoit des mesures pour dépénaliser la diffamation. Les modifications proposées par le Procureur général, vont dans la direction opposée. En outre, je suis particulièrement préoccupée par la proposition d'y inclure toutes les ressources en ligne accessibles au public.

J'appelle le gouvernement azerbaïdjanais à tenir sa promesse de poursuivre le processus de dépénalisation des délits d'expression. Mon bureau est prêt à vous aider sur ce processus," a déclaré Mme Mijatovic.

La loi actuelle prévoit jusqu'à trois ans d'emprisonnement pour des condamnations pénales de diffamation. Le bureau de l'OSCE à Bakou et le Conseil de presse de l'Azerbaïdjan, soutenus par le Bureau du Représentant pour la liberté des médias, travaille depuis 2006 sur la dépénalisation de la diffamation.

(...)



Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, **Leonid Kozhara**, dont le pays assure la présidence de l'OSCE a déclaré à la Commission Helsinki des Etats-Unis à Washington : "Protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et faire progresser la résolution des conflits de longue durée, sont les priorités de la Présidence de

l'OSCE."

Devant visiter le Sud-Caucase du 17 au 20 Juin prochain, il a ajouté : "Nous soutenons les efforts des coprésidents du Groupe de Minsk dans la promotion du dialogue entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh et la nécessité d'appliquer strictement le cessez-le-feu".

(...)

Conflit du Karabakh



"Le fait que le Groupe de Minsk de l'OSCE n'a pas encore obtenu de résultats est regrettable. Il a élaboré une proposition spécifique appelée 'principes de Madrid', mais l'Arménie ne les accepte pas alors que Bakou est prêt à travailler sur la base de ces principes. Ces principes de base sont bien connus : Préservation de l'intégrité territoriale, du respect mutuel des frontières et la fin de la politique de nettoyage ethnique," a déclaré le Vice-ministre des Affaires étrangères, **Araz Azimov**, à des

journalistes turcs.

Il a souligné que l'Arménie doit immédiatement mettre fin à son occupation du territoire azerbaïdjanais et les personnes expulsées de force de leurs terres natales doivent retourner dans leurs foyers.

"Je vous rappelle qu'aucune organisation internationale ou gouvernement n'a soutenu l'occupation arménienne des territoires azerbaïdjanais. En dépit de l'occupation de 20% de ses terres, l'Azerbaïdjan a connu un développement sans précédent. Cela devrait forcer l'autre partie à réfléchir sur ce qu'elle a gagné et perdu.

L'Azerbaïdjan est prêt à garantir les droits des Arméniens du Haut-Karabakh en cas de règlement du conflit. Nous devons trouver une formule pour la coexistence pacifique les Arméniens du Haut-Karabakh et les Azerbaïdjanais qui reviendront dans la région. Nous sommes prêts à garantir les droits de la population du Haut-Karabakh.

Dans le règlement du conflit, la Russie joue un rôle particulier, vu qu'entre Moscou et Erevan, il existe des partenariats dans les domaines politique et militaire."

Concernant les tentatives arméniennes pour ouvrir l'aéroport de Khodjalou-Stepanakert, Azimov a déclaré :

"Les Conventions de Chicago et de Genève stipulent que de telles mesures sont inacceptables du point de vue du droit international. Suivant celle de Chicago, il est clair que tous les aéroports dans des territoires occupés sont considérés comme étant fermé aux vols. Par conséquent, tout vol de l'aéroport de Khodjalou-Stepanakert est inacceptable.

L'Arménie préconise certaines initiatives sur ce point. Cependant, je n'ai pas vu un Etat qui

l'appuie. D'un point de vue juridique et/ou politique, nous ne pouvons pas permettre cela," a déclaré le Vice-ministre. Et de conclure : "L'Azerbaïdjan et la Turquie restent en contact permanent pour la résolution du conflit."